

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 01964

Numéro SIREN : 444 495 774

Nom ou dénomination : Capgemini DEMS France

Ce dépôt a été enregistré le 16/06/2020 sous le numéro de dépôt 15384

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 16/06/2020

Numéro de dépôt : 2020/15384

Déposant :

Nom/dénomination : Capgemini DEMS France

Forme juridique : Société anonyme

N° SIREN : 444 495 774

N° gestion : 2006 B 01964





KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Capgemini DEMS France S.A.S.
**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2019
Capgemini DEMS France S.A.S.
145-151 Quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-les-Moulineaux
Ce rapport contient 34 pages
Référence : SO-220-013

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directeur et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



Capgemini DEMS France S.A.S.

Siège social : 145-151 Quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-les-Moulineaux
Capital social : €15 246 305

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

À la collectivité des Associés de la société Capgemini DEMS France S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Capgemini DEMS France S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 20 avril 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directeur et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2019 s'établit à 43 669 milliers d'euros pour lesquels la durée d'utilisation n'est pas limitée, sont dépréciés le cas échéant sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note B 1.1 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles de la société, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

La note B.8 « Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du chiffre d'affaires et à la comptabilisation des coûts liés aux prestations à long terme et des pertes à terminaison sur contrats. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 20 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté du rapport de gestion relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à la collectivité des Associés appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 28 avril 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphanie Ortega
Associée

Capgemini DEMS France SAS

145 QUAI DU PRESIDENT ROOSEVELT
92130 ISSY LES MOULINEAUX

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2019



BILAN AU 31 DECEMBRE 2019

Bilan actif (en milliers d'euros)

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	140	140		
Concessions, brevets et droits similaires	12 239	11 552	687	830
Fonds commercial	9 040	4 401	4 639	4 639
Autres immobilisations incorporelles	43 669		43 669	43 669
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage				
Autres immobilisations corporelles	11 472	10 461	1 012	1 377
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	758		758	758
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 013		6 013	5 424
Autres immobilisations financières	178		178	189
ACTIF IMMOBILISE	83 511	26 554	56 957	56 887
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	323		323	588
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	83 601	44	83 557	85 730
Autres créances	78 309		78 309	122 051
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	2 816		2 816	1 726
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	227		227	208
ACTIF CIRCULANT	165 275	44	165 231	210 303
Ecarts de conversion actif	21		21	
TOTAL GENERAL	248 807	26 598	222 209	267 190

Bilan passif (en milliers d'euros)

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2018
Capital social ou individuel (dont versé : 15 246)	15 246	15 246
Primes d'émission, de fusion, d'apport	41 257	41 257
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 525	1 525
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	42 577	35 637
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	20 449	6 940
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	121 053	100 605
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 550	1 878
Provisions pour charges	13 390	13 761
PROVISIONS	14 940	15 639
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	626	64 902
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	448	434
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 575	21 074
Dettes fiscales et sociales	45 385	43 467
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	55	66
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	20 090	20 957
DETTES	86 179	150 900
Ecart de conversion passif	36	46
TOTAL GENERAL	222 209	267 190

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2019

(en milliers d'euros)

Rubriques	France	Exercice 2019 Exportation	Total	Exercice 2018
Ventes de marchandises	2 821	34	2 855	2 646
Production vendue de biens				
Production vendue de services	268 570	6 997	275 568	246 271
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	271 391	7 031	278 423	248 917
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1	390
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			2 016	4 123
Autres produits			7 860	711
PRODUITS D'EXPLOITATION			288 299	254 140
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			88 783	74 449
Impôts, taxes et versements assimilés			8 033	8 066
Salaires et traitements			125 339	116 318
Charges sociales			50 362	50 911
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			841	1 210
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			44	43
Dotations aux provisions			1 809	2 406
Autres charges			7 861	10 191
CHARGES D'EXPLOITATION			283 073	263 595
RESULTAT D'EXPLOITATION			5 226	-9 455
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			2 682	324
Produits financiers de participations			180	167
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			173	0
Reprises sur provisions et transferts de charges			2 329	157
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 516	515
Dotations financières aux amortissements et provisions				152
Intérêts et charges assimilées			2 494	363
Différences négatives de change			21	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			166	-191
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			5 392	-9 646

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2018
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 892	28
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	660	28
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 232	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 639	2 268
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 639	748
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		1 520
RESULTAT EXCEPTIONNEL	253	-2 240
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-14 803	-18 826
TOTAL DES PRODUITS	292 873	254 492
TOTAL DES CHARGES	272 424	247 552
BENEFICE OU PERTE	20 449	6 940

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	24. Charges à payer	19
B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	25. Comptes de régularisation	19
6	25.1 Produits constatés d'avance	19
1. Immobilisations incorporelles.....	25.2 Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaie étrangère.....	19
1.1 Fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels		
1.2 Frais de recherche et développement...7	E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	20
1.3 Logiciels.....7	26. Ventilation du chiffre d'affaires	20
2. Immobilisations corporelles.....7	27. Résultat exceptionnel	20
3. Immobilisations financières	28. Impôt sur les bénéfices	21
4. Créances et dettes	28.1 Intégration fiscale.....	21
5. Opérations en devises	28.2 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	21
6. Provisions réglementées	28.3 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires.....	21
7. Provisions	28.4 Variation de la dette future d'impôt ...	22
8. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations	F. INFORMATIONS DIVERSES	23
8.1 Prestations en régie	29. Effectif moyen	23
8.2 Prestations au forfait	La société Capgemini DEMS France a fait appel, en 2019, à 1 intérimaire externe. Elle a également supporté, en 2019, des coûts Groupe de supports partagés pour 695 ke.	23
9. Engagements de retraite	30. Identité de la société mère consolidante	23
10. Crédit d'Impôt Recherche	31. Engagements hors bilan	23
11. Changement de méthodes comptables ...	31.1 Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables	23
C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF	31.2 Crédit-bail et engagements de location non résiliables	25
11	32. Liste des filiales et des participations	26
12. Immobilisations incorporelles et corporelles	33. Engagements sur le personnel	27
13. Amortissements.....	33.1 Engagements de retraite et assimilés..	27
14. Fonds commerciaux.....	34. Rémunération des organes de direction	28
15. Immobilisations financières	35. Information concernant les entreprises liées	28
16. Dépréciation des postes de l'actif	G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	28
17. Etat des échéances des créances		
18. Créances représentées par des effets de commerce.....		
19. Produits à recevoir.....		
20. Comptes de régularisation		
20.1 Charges constatées d'avance.....		
20.2 Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères.....		
16		
D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF		
16		
21. Tableau de variation des capitaux propres		16
22. Tableau de variation des provisions.....		17
23. Etats des échéances des dettes		18

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Par décision en date du 29 mars 2019, l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés a modifié la dénomination sociale de la Société en « Capgemini DEMS France ».

Par décision du Président en date du 3 mai 2019, la Société a transféré son siège social à Issy-les-Moulineaux (92130), 145-151 quai du Président Roosevelt.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été élaborés et présentés conformément aux règlements ANC n°2014-03, 2015-06 et 2016-07, et ce dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur valeur historique (hors réévaluation).

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles est testée dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur, et au moins une fois par an en ce qui concerne le fonds de commercial et le poste malis techniques sur actifs incorporels.

1.1 Fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels

Conformément au règlement ANC n°2015-06, à l'ouverture de l'exercice 2016, les malis techniques qui étaient comptabilisés dans le compte fonds commercial ont été affectés, opération par opération, aux actifs sous-jacents sur lesquels existaient les plus-values latentes.

En l'espèce les actifs sous-jacents sont des éléments incorporels du fonds commercial. Par conséquent les malis techniques ont été reclassés dans un nouveau compte comptable qui apparaît au bilan sur le poste autres immobilisations incorporelles.

Les malis techniques sur actifs incorporels s'élèvent à 43 669 milliers d'euros et sont constitués des éléments suivants :

- | | |
|--|-------------------------|
| - Mali de fusion Cap Sogeti.com – Sogeti France (2005) : | 33 434 milliers d'euros |
| - Mali de fusion Sinfor (2006) : | 9 846 milliers d'euros |
| - Mali de fusion Euratec (2009) : | 389 milliers d'euros |

Ces derniers ont une valeur d'utilité non limitée.

Restent comptabilisés dans le poste fonds commercial, les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité.

La valeur d'utilité du fonds commercial dont la durée d'utilisation n'est pas limitée, ainsi que la valeur d'utilité du poste malis techniques sur actifs incorporels qui est lié au fonds commercial, sont testées au moins une fois par an.

Les tests de valeur du fonds commercial et du poste malis techniques sur actifs incorporels consistent en l'évaluation de la valeur d'utilité de la société. L'évaluation de cette valeur d'utilité, s'appuyant sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire, du plan stratégique à 3 ans et étendu sur un horizon de 5 ans, qui incluent des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Les taux d'actualisation sont calculés à partir de la formule du coût moyen pondéré du capital à partir d'informations de marché. Les taux de croissance à long terme sont déterminés par référence à des études économiques sur la croissance et l'inflation attendues sur les zones concernées.

Lorsque la valeur d'utilité de l'entité est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée au poste fonds commercial et le cas échéant au poste malis techniques sur actifs incorporels.

Lorsque la durée d'utilisation du fonds commercial est limitée, celui-ci fait l'objet d'un amortissement. Il n'existe aucune dotation aux amortissements sur l'exercice. En effet, les fonds commerciaux amortissables pour 4 382 milliers d'euros étaient déjà totalement amortis au 31 décembre 2017.

1.2 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont engagés principalement pour faire évoluer des progiciels dont la société est éditrice, ou dans le cadre de la mise en œuvre de nouvelles offres et/ou solutions nécessitant des investissements lourds en méthodologies et supports. Ils sont inscrits à l'actif lorsqu'ils concernent des projets nettement individualisés et qui ont de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale.

L'amortissement des frais de recherche et développement s'effectue sur 3 ans.

1.3 Logiciels

Les logiciels servant d'outils de production qui constituent un moyen d'exploitation pour l'entreprise ou donnent lieu à des prestations facturées à des clients sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Les coûts de création intègrent le coût des charges directement ou indirectement liées à la mise en état d'utilisation du logiciel.

Les logiciels sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans qui correspond à la durée d'utilité des logiciels.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et ne font pas l'objet de réévaluation.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés dans leur coût d'entrée.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire, fondé sur la durée de vie d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Des amortissements exceptionnels sont pratiqués dès lors que des immobilisations doivent être mises au rebut avant la fin du plan d'amortissement : ils permettent ainsi de ramener à zéro la valeur nette comptable de ces immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Constructions :	20 à 50 ans
Agencements et installations :	3 à 15 ans
Matériel informatique :	2 à 5 ans
Matériels de transport :	3 à 5 ans
Mobilier :	5 à 10 ans
Matériel de bureau :	2 à 5 ans

3. Immobilisations financières

Les prêts figurent au bilan à leur valeur historique.

Lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence entre les deux. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux futurs de trésorerie actualisés, selon la méthode décrite précédemment (confère paragraphe 1 – Immobilisations incorporelles). Au cas particulier des titres de participation, la valeur d'utilité est corrigée de l'endettement net.

4. Créances et dettes

Les créances correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir. En cas de différé de paiement au-delà des délais accordés habituellement par la société, et lorsque l'effet est significatif sur la détermination de la juste valeur, les paiements futurs font l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les factures à émettre ou émises d'avance ainsi que les factures non parvenues sont comptabilisées hors TVA.

5. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération, ou au taux couvert lorsque des couvertures de change ont été mises en place.

Les dettes, créances et disponibilités en devises sont valorisées au bilan :

- soit au taux en vigueur à la date de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écarts de conversion. Les pertes latentes de change éventuelles donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour perte de change ;
- soit au taux couvert lorsque les opérations ont fait l'objet de couvertures de change.

6. Provisions réglementées

Depuis le 17 août 2012, les dispositions fiscales n'autorisent plus la constitution, en franchise d'impôt, d'une provision pour investissement à hauteur de 50% de la différence entre le régime dérogatoire propre à la société, lorsque celui-ci est plus favorable, et le régime légal. La société a donc cessé de constituer de telles provisions malgré l'existence d'un accord de participation dérogatoire.

En revanche, les provisions antérieurement dotées au titre de ce régime continuent de suivre le régime antérieur.

7. Provisions

Une provision est reconnue au bilan de clôture d'un exercice si et seulement s'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

8. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations :

8.1 Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations en régie sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

8.2 Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires sur prestations au forfait, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ». Les coûts des prestations au forfait sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients ou factures à émettre, selon qu'elles ont été facturées ou non.

9. Engagements de retraite

La valeur actuelle des engagements est calculée annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Elle est déterminée en actualisant les prestations futures attendues. Le taux d'actualisation retenu est calculé sur la base des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance comparable à la maturité de l'engagement. Ce taux s'élève à 0.7 % au 31 décembre 2019 (contre 1,50% au 31 décembre 2018).

Les hypothèses retenues dans le cadre de l'évaluation des engagements sont objectives et mutuellement compatibles. Elles tiennent compte de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites, et qui reporte, entre autres, l'âge minimum de départ à la retraite à 62 ans pour les personnes nées à compter de 1956, et augmente de 1 à 2 trimestres l'âge de départ « taux plein » pour les autres générations.

Ainsi que le permet la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 (abrogeant la recommandation CNC n°2003-R.01), les écarts actuariels résultant de changements d'hypothèses actuarielles ou de différences entre les hypothèses actuarielles retenues et l'expérience sont amortis selon la méthode du corridor, sur la durée de vie active moyenne résiduelle dans l'entreprise attendue des membres du personnel bénéficiant du régime, pour la fraction excédant 10% de la valeur actuelle des engagements. De la même manière, les coûts des services passés résultant de changements de régime sont comptabilisés en résultat de manière étalée, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

10. Crédit d'Impôt Recherche

La société mène des activités de recherche. Elle bénéficie à ce titre du dispositif relatif au Crédit d'Impôt Recherche, qu'elle comptabilise en diminution de l'impôt sur les sociétés.

11. Changement de méthodes comptables

La société n'a procédé à aucun changement de méthode comptable sur l'exercice clos le 31 décembre 2019.

C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

12. Immobilisations incorporelles et corporelles

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2018	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2019
Frais d'établissement et de développement	140				140
Autres postes d'immobilisation incorporelles	64 718		231		64 949
Total immobilisations incorporelles	64 858	0	231 231	0	65 089
Terrains					
Constructions sur sol propre	0				
Constructions sur sol d'autrui	0				
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	4 910		89		4 999
Installations techniques, matériels et outillages	0				
Matériel de transport	22				22
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 438		13		6 451
Emballages récupérables et divers	0				
Immobilisations corporelles en cours					
Total Immobilisations Corporelles	11 370	0	102	0 0	11 472
Acomptes	0				
TOTAL	76 229	0	231 333	0	11 626

La ligne « Autres postes d'immobilisations incorporelles » comprend notamment les malis techniques sur actifs incorporels qui s'élèvent à 43 669 milliers d'euros au 31 décembre 2019, et qui sont constitués des éléments suivants :

- Mali de fusion Cap Sogeti.com – Sogeti France (2005) : 33 434 milliers d'euros
- Mali de fusion Sinfor (2006) : 9 846 milliers d'euros
- Mali de fusion Euratec (2009) : 389 milliers d'euros

13. Amortissements

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2018	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2019
Frais d'établissement et de développement	140				140
Autres immobilisations incorporelles	15 559		375		15 934
Total amortissements sur immobilisations incorporelles	15 699	0	375	0	16 074
Terrains					
Constructions					
Installations générales et agencements	3 945		344		4 289
Installations techniques, matériels et outillages					
Matériel de transport	22				22
Matériel de bureau informatique, mobilier	6 0288		122		6 150
Emballages récupérables et divers	0				
Total amortissements sur immobilisations corporelles	9 994	0	467	0	10 461
TOTAL	16 702	0	841	0	26 535

14. Fonds commerciaux

Date	Elément	Achetés	Reçus en apport	Total	Dépréc.	Valeur nette comptable
1993	ERW - 2567_DGI/ Fonds de commerce		6 702	6		6
1996	ERW - 2241_FF. cde fournisseurs		41	41		41
1996	ERW - 2242_Redwood		88	88		88
2001	ERW - 2426_SEAFI Fonds de commerce ERGIE		20	20		20
2003	ERW - 2436_ Fonds de commerce IFATEC		976	976		976
2003	ERW - 2437_ Fonds de commerce EW.PGI		2 600	2 600		2 600
2005	ERW - 2626_ Fonds de commerce DGI		450	450		450
2007	SINFOR - TUP SINFOR		19	19	-19	0
2007	SINFOR - TUP SINFOR		261	261		261
2008	ERW - 3050_ Fonds de commerce MEDIACAD		200	200		200
2010	EURATEC – Complément de prix	40		40		40
2014	ERW – 3848_Fonds de commerce EURINFO		4	4		4
2018	Fonds de commerce OLERON - Safran Engineering Services SAS	4 334		4 334		4 334
TOTAL		4 374	4 666	5 073	- 19	9 021

15. Immobilisations financières

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur brute au 31/12/2018	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions et virements de poste à poste	Cessions et virements de poste à poste	Valeur brute au 31/12/2019
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	758				758
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	5 261		591	-2 342	6 192
TOTAL	6 019	0	591	340	6 950

16. Dépréciation des postes de l'actif

Montants exprimés en milliers euros	Au 31/12/2018	Fusions et apports partiels d'actif	Dotations	Reprises	Au 31/12/2019
Dépréciations sur immobilisations incorporelles	19				19
Dépréciations sur immobilisations corporelles					
Dépréciations sur titres mis en équivalence					
Dépréciation sur titres de participations					
Dépréciation autres immos financières	2 329			-2 329	
Dépréciations sur actif immobilisé	2 348	0	0	-2 329	19
Dépréciations sur stocks et encours					
Dépréciations sur créances clients	106		44	-106	44
Autres dépréciations					
Dépréciations sur actif circulant	106	0	44	- 106	44
TOTAL	2 454	0	44	-2 435	63

17. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 168 328 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2019 et se décomposent comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	6 191	127	6 064
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 013	19	5 994
Autres immobilisations financières	178	108	70
ACTIF CIRCULANT :	162 136	107 670	54 466
Clients	83 598	83 598	
Clients douteux	3	3	
Personnel et comptes rattachés	600	600	
Organismes sociaux	8	8	
Etat : impôts et taxes diverses	16 740	1 938	14 802
Groupe et associés	60 590	20 926	39 664
Débiteurs divers	370	370	
Charges constatées d'avance	227	227	
TOTAL	6 489	107 797	60 530
Montants des prêts accordés en cours d'exercice	421		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

18. Créances représentées par des effets de commerce

Il y a un effet de commerce dans le bilan au 31 décembre 2019 pour un montant de 42 390.49 euros et concerne le client Renault SAS.

19. Produits à recevoir

Montants exprimés en milliers euros	Au 31/12/2019
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
CREANCES D'EXPLOITATION	815
Créances clients et comptes rattachés – Factures à émettre	16 429
Autres créances – Fournisseurs, avoir à recevoir	370
Autres créances – Personnel, produits à recevoir	0
Autres créances – Organismes sociaux, produits à recevoir	0
Autres créances – Etat, produits à recevoir	0
TRESORERIE	0
Valeurs mobilières de placement	0
Disponibilités	0
TOTAL	16 799

20. Comptes de régularisation

20.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance incluses dans les postes du compte de résultat sont ventilées comme suit :

Montants exprimés en milliers euros	Au 31/12/2019
CHARGES D'EXPLOITATION	226
Maintenance	156
Locations	20
Prestations	50
CHARGES FINANCIERES	0
	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	226
	0
TOTAL	226

20.2 Ecarts de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

Nature des écarts (montants exprimés en milliers d'euros)	Montant total	Ecart de conversion actif			Net	Ecart de conversion passif Montant total
		Différence compensée par		Provision pour perte de change		
		Ecart passif *	Couverture de change			
Acomptes sur immobilisations						
Prêts et autres créances immobilisées						
Créances d'exploitation et diverses						-36
Dettes financières						
Dettes d'exploitation et divers	21			21		

Le montant de la dotation a été limité à l'excédent des pertes sur les gains lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les pertes et les gains de change ont été considérés comme concourant à une position globale de change.

D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

21. Tableau de variation des capitaux propres

Montants exprimés en milliers d'euros	Capital social	Réserve légale	Prime d'apport	Prime de fusion	Autres réserves	Report à nouveau	Prov. régl.	Résultat de l'exercice	Total
Au 01/01/2019	15 246	1 525	6 392	34 865		35 637		6 940	19 686
Réduction de capital									0
Apport partiel d'actif									0
Affectation du résultat 2018						6 940		-6 940	1 880
Distribution de dividendes									
Autres mouvements									0
Résultat de l'exercice 2019								20 449	20 449
Au 31/12/2019	15 246	1 525	6 392	34 865	0	42 577	0	20 449	22 035

Au 31 décembre 2019, le capital social est composé de 17 728 262 actions, dont la valeur nominale s'élève à 0.86 euros, détenues à 79,96% par SAS SOGETI.

22. Tableau de variation des provisions

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2018	Fusions et apports partiels d'actif	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Au 31/12/2019
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions pour IDR	12 377		1 458	-405	-47	13 383
Provisions pour litige	1 600		351	-433	-109	1 408
Autres provisions pour risques et charges	1 662		21- 978	-1 071	-464	148
TOTAL	15 639	0	1 830	-1 909	- 796	14 939

Résultat d'exploitation			1 809	-1 297	
Résultat financier			21		
Résultat exceptionnel				-1 232	

Les provisions pour litiges au 31/12/2019 sont composées pour 1 115 ke de provisions prudhommes, 160 ke de provisions URSSAF et pour 133 ke de provisions PAT.

La ligne "autres provisions pour risques et charges" est composée majoritairement de risques sur pénalités clients. Au 31/12/2018, les autres provisions pour risques et charges concernaient majoritairement des provisions de restructuration qui ont été reprises cette année

23. Etats des échéances des dettes

Les dettes dues par la société s'élèvent à 85 731 milliers d'euros au 31 décembre 2019 et se décomposent comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établiss. de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	626	626		
Fournisseurs et comptes rattachés	19 575	19 575		
Personnel et comptes rattachés	14 648	14 648		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 092	14 959	133	
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- Taxe sur la valeur ajoutée	13 476	13 476		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et comptes rattachés	2 169	2 169		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	55	55		
Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	20 090	20 090		
TOTAL	85 731	85 598	133	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

24. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2019
DETTES D'EXPLOITATION	27 267
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 675
Dettes fiscales et sociales	22 592
DETTES FINANCIERES	0
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dette financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0
DETTES DIVERSES	1
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0
Autres dettes	1
TOTAL	294

25. Comptes de régularisation

25.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance inclus dans les postes du compte de résultat sont ventilés comme suit :

Montants exprimés en milliers euros	Au 31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION	20 090
Sur Facturation clients	20 090
PRODUITS FINANCIERES	110
PRODUITS EXCEPTIONNELLES	!B11 Ne se trouve pas dans le tableau
TOTAL	20 090

25.2 Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaie étrangère

Se référer au paragraphe C.21.2

E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

26. Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 se ventile de la façon suivante :

Montants exprimés en milliers euros	Exercice 2019
Ventes de marchandises	2 855
Ventes de produits finis	
Services et conseils en informatique	275 568
Chiffre d'affaires total	278 423

La répartition du chiffre d'affaires par lieu géographique est la suivante :

Montants exprimés en milliers euros	Exercice 2019
France	271 391
Export	7 031
Chiffre d'affaires total	271 391

27. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice se décompose de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2018
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 892	28
Cessions d'immobilisations		
Autres produits sur opérations de gestion	660	28
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 232	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-1 639	-2 268
Cessions d'immobilisations		
Autres charges sur opérations de gestion	-1 639	-748
Dotations aux amortissements et provisions		-1 520
RESULTAT EXCEPTIONNEL	253	-2 240

28. Impôt sur les bénéfices

28.1 Intégration fiscale

La société Capgemini DEMS France est membre d'un Groupe d'intégration fiscale ayant pour société mère la société Capgemini S.E., dont le siège social est situé 11 rue de Tilsitt – 75017 PARIS.

L'impôt sur les sociétés supporté par la société Capgemini DEMS France est égal à celui qui serait payé en l'absence d'intégration fiscale.

28.2 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Montants exprimés en milliers d'euros	Résultats avant impôts	Calcul de l'impôt
Résultat courant	5 392	
Résultat exceptionnel	253	- 33
Participation de l'exercice		0
Résultat comptable avant impôt	5 646	- 738
Différences fiscales	-9 337	- 43
Crédits d'impôt		
Crédit d'impôt apprentissage		
Crédit d'impôt famille		-4
Crédit d'impôt mécénat		
Crédit d'impôt recherche		-14 799
Crédit d'impôt compétitivité emploi		
Rappels d'impôt		
IMPOT SUR LES BENEFICES		-14 803

28.3 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2019
Résultat net de l'exercice	20 449
Impôts sur les bénéfices (nets de crédits d'impôt)	-14 803
Résultat avant impôt	5 646
Variation des provisions réglementées :	
Amortissements dérogatoires	
Provisions pour hausse des prix	
Provisions pour investissements	
Autres évaluations dérogatoires	
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôts)	5 646

28.4 Variation de la dette future d'impôt

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2019	Exercice 2018
Charges non déductibles l'année de comptabilisation :		
Participation des salariés	0	0
Congés payés		
Organic	361	317
Effort construction	83	152
Provisions réglementées :		
Provisions pour investissements	0	0
Provisions :		
Provision IDR	13 383	12 377
Provision pour perte de change	21	0
Provision pour pertes à terminaison	134	361
Provision pour restructuration	6	1061
Autres provisions	280	440
Ecarts de conversion actif et passif :		
Ecart de conversion sur opérations couvertes	37	55
Ecarts de conversion sur opérations non couvertes	15	46
Ecart de réévaluation des couvertures de change	-50	-29
Autres provisions	0	0
Divers :		
Désactualisation Areva	8	8
TOTAL	14 278	14 788
Taux d'impôt sur différences temporaires	34,43 %	34,43 %
IMPOTS DIFFERES	101	276
Allègements de la dette future d'impôt :		
Déficits reportables	157 322	153 631
Provision pour investissement		
TOTAL	157 322	784
Taux d'impôt sur différences temporaires	34,43 %	34,43 %
IMPOTS DIFFERES	54 166	270

F. INFORMATIONS DIVERSES

29. Effectif moyen

Sur l'exercice 2019, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Exercice 2019	Effectif
Cadres	2 403
Agents de maîtrise, et techniciens	120
Employés	353
TOTAL	878

La société Capgemini DEMS France a fait appel, en 2019, à 1 intérimaire externe. Elle a également supporté, en 2019, des coûts Groupe de supports partagés pour 695 ke.

30. Identité de la société mère consolidante

Les comptes de la société mère sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société Capgemini S.E., dont le siège est 11 rue de Tilsitt – 75017 PARIS.

31. Engagements hors bilan

31.1 Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2019
ENGAGEMENTS DONNES :	
- Engagements financiers	
. Effets escomptés non échus	0
. Avals et cautions (contrats)	312
. Autres	0
- Autres engagements donnés :	
. Engagements fermes d'achats	0
. Engagement d'achats et ventes de devises à terme auprès de Cap Gemini SA (2)	0
. Engagements de location	5 003
. Sponsoring (1)	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	640

Les cautions données correspondent à :

- une caution bancaire sur le client EDF faite sur la SG le 13/02/2017.

- Une garantie de restitution d'acomptes de responsabilité des vices sur le client ELECTRABEL faite en juillet 2018.

Le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés en Inde mais aussi en Pologne expose le Groupe à des risques de change notamment sur une partie de ses coûts de production. Dans ce cadre, il a été mis en place une centralisation du risque de change sur transactions opérationnelles de ses filiales. A ce titre, la société fournit à Capgemini S.E. des déclarations périodiques de son exposition aux risques de change sur un horizon de 1 à 3 ans. Sur cette base, la société bénéficie de garanties de change internes octroyées par Capgemini S.E., cette dernière agissant en tant que banque interne. Ces couvertures de change prennent principalement la forme d'achats et de ventes à terme de devises.

Les engagements ainsi pris par la société au 31 décembre 2019 sont les suivants :

Devise	Position	Base devise (milliers)	Mark to Market (k€)	Date début	Date fin
GBP	Achat	128,7	11,1	01/01/2019	31/03/2020
GBP	Vente	157,4	-13,6	01/01/2019	31/03/2020
GBP	Achat	600,0	16,6	01/01/2020	31/03/2021
GBP	Vente	10,0	-0,3	01/01/2020	31/03/2021
INR	Achat	121 881,2	58,7	01/01/2019	31/03/2020
INR	Vente	75 652,6	-38,2	01/01/2019	31/03/2020
INR	Achat	491 106,7	-64,2	01/01/2020	31/03/2021
INR	Achat	214 487,5	-66,1	01/01/2021	31/03/2022
INR	Achat	107 243,7	-158,8	01/01/2022	31/03/2023
PLN	Achat	59,2	0,2	01/01/2019	31/03/2020
PLN	Achat	37,5	0,0	01/01/2021	31/03/2022
PLN	Vente	37,5	-0,1	01/01/2021	31/03/2022
PLN	Achat	12,5	0,0	01/01/2022	31/03/2023
PLN	Vente	12,5	-0,0	01/01/2022	31/03/2023
USD	Achat	3 083,1	170,8	01/01/2019	31/03/2020
USD	Vente	4 355,4	-238,4	01/01/2019	31/03/2020
USD	Achat	1 800,0	38,2	01/01/2020	31/03/2021
USD	Vente	13 200,0	-279,8	01/01/2020	31/03/2021
VND	Achat	768 031,6	-0,6	01/01/2019	31/03/2020
VND	Vente	768 031,6	0,6	01/01/2019	31/03/2020
VND	Achat	3 050 000,0	-8,3	01/01/2020	31/03/2021
RON	Achat	117,7	-0,4	01/01/2019	31/03/2020
RON	Vente	25,6	0,1	01/01/2019	31/03/2020
RON	Achat	400,0	-1,6	01/01/2020	31/03/2021

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2019
ENGAGEMENTS RECUS :	
- Engagements financiers	
. Effets escomptés non échus	0
. Avals et cautions (contrats)	0
. Autres	0
- Autres engagements reçus	
. Garanties reçues de clients	89
. Garantie de passif sur acquisition de titres de participation	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS	0

La caution reçue correspond à la restitution d'acompte et de responsabilité de vices de la société SPIE Belgium

31.2 Crédit-bail et engagements de location non résiliables

Néant.

32. Liste des filiales et des participations

Montants exprimés en milliers euros	Valeur comptable des titres détenus		Pourcentage de détention	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos
	Brute	Nette			
A. Renseignements concernant les filiales et participations					
1. Filiales (+50 % capital détenu)					
NEANT					
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu)					
NEANT					
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations					
1. Filiales non reprises en A :					
a) Françaises :					
NEANT					
b) Etrangères :					
NEANT					
2. Participations non reprises en A :					
a) Françaises :					
Capgemini Technology Services SAS	758	758	0.55%	241 159	66 029
b) Etrangères :					
TOTAL					
	1 516	1 516		241 159	66 029

33. Engagements sur le personnel

33.1 Engagements de retraite et assimilés

La variation de la provision pour indemnités de départ à la retraite entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019 s'analyse comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2018	Variation	Exercice 2019
Engagement de retraite	14 731	2 288	17 019
Pertes et gains actuariels non comptabilisés	-2 353	-1 282	-3 635
Coûts des services passés non financés			
PROVISION D'INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE	1 096	57107	668

L'évolution de la valeur actuelle de l'engagement de retraite se décompose comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2019
Valeur actuelle de l'engagement au 1^{er} janvier 2019	14 731
Charge d'intérêts	235
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 046
Prestations servies	-180
Changement de périmètre	0
Ecart actuariel	1 458
Autres mouvements (« cessation d'emploi »)	-271
VALEUR ACTUELLE DE L'ENGAGEMENT AU 31 DECEMBRE 2019	1 071

L'impact de la provision pour indemnités de départ à la retraite sur le résultat 2019 est le suivant :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2019
Coût des services rendus au titre de l'exercice	1 046
Charge d'intérêts	235
Amortissement des écarts actuariels (méthode corridor)	176
Coût des services passés	0
Prestations servies	-180
Autres mouvements (« cessation d'emploi »)	-271
CHARGE COMPTABILISEE EN RESULTAT	278

Les données relatives aux bénéficiaires prises en compte pour l'évaluation de l'engagement sont les suivantes :

Exercice 2019	
Nombre de bénéficiaires	2 815
Durée moyenne de vie active restante dans l'entreprise (en années)	6.23
Age moyen des bénéficiaires (en années)	37.00

34. Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à mentionner des rémunérations individuelles.

Par ailleurs, aucune avance ou crédit n'a été accordé aux dirigeants sociaux.

35. Information concernant les entreprises liées

Il n'y a aucune transaction avec des parties liées significatives conclues à des conditions anormales de marché.

G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Covid-19

Dans le contexte sans précédent de la pandémie mondiale de coronavirus, la priorité de Capgemini est la santé, la sécurité et la sûreté de ses employés ainsi que la continuité des services qu'elle fournit à ses clients.

Le Groupe met donc en place les mesures de prévention et de protection et veille en permanence au respect des décisions et recommandations des autorités publiques locales. En outre, le groupe met en œuvre les plans de continuité des activités qui ont été élaborés et continueront à être adaptés à l'évolution de la situation. Dans cette perspective, Capgemini a mis en place une unité de gestion dédiée qui rend compte directement au Comité exécutif du Groupe. Cette unité, qui comprend toutes les fonctions clés du Groupe, a mis en place une série de directives, de protocoles et de processus du Groupe, qui sont de caractère exceptionnel et temporaire, pour gérer la crise sur deux fronts : **SÉCURITÉ DES EMPLOYÉS** et **CONTINUITÉ DES OPÉRATIONS** avec un programme massif de déploiement du télétravail systémique des employés, dans tous les pays affectés par la pandémie et la mise en place de rotations opérationnelles pour les engagements ne pouvant être réalisés que sur site.

Ainsi, à ce stade, le Groupe estime qu'il devrait être en mesure, notamment grâce à ses capacités digitales, d'assurer la continuité de l'essentiel des services demandés actuellement par ses clients. Cependant, l'évolution de la pandémie du coronavirus et l'incertitude sur sa durée, pourraient augmenter considérablement le niveau de risque lié à l'environnement dans lequel le Groupe opère.

CAPGEMINI DEMS FRANCE

Société par actions simplifiée au capital de 15 246 305,32 €
Siège social : 145-151 quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-les-Moulineaux
444 495 774 R.C.S. Nanterre

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES **CONSTATEES PAR ACTE SOUS SEINGS PRIVES** **DU 30 AVRIL 2020**

Les soussignés :

- **Monsieur Stefan Ek**

agissant en qualité de président de la société **Sogeti**, société par actions simplifiée au capital de 260 534 380 euros ayant son siège social 11, rue de Tilsitt - 75017 PARIS, identifiée sous le numéro 434 325 973 R.C.S. Paris,

- **Monsieur Olivier Sevilla**

agissant en qualité de président de la société **Capgemini France**, société par actions simplifiée au capital de 88 566 287 euros ayant son siège social 145-151 quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-les-Moulineaux, identifiée sous le numéro 328 781 786 R.C.S. Nanterre,

lesdites sociétés Sogeti et Capgemini France agissant elles-mêmes en qualité de seuls associés (ci-après les « Associés ») de la société Capgemini DEMS France,

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

- 1° - L'inventaire et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe desdits comptes ;
- 2° - Le rapport de gestion du Président sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
- 3° - Le rapport général du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
- 4° - Le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce ;
- 5° - Le texte des projets de résolutions soumises aux Associés ;
- 6° - Les statuts de la Société.

Ont pris les décisions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Les Associés, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuvent dans toutes leurs parties le rapport de gestion et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports faisant ressortir un résultat net de 20 448 835 euros.

En conséquence, les Associés donnent quitus au Président de sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

En application de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, les Associés constatent qu'au titre des dépenses ou charges visées à l'article 39-4 dudit Code, la Société a encouru en 2019 une charge de 118 524 euros au titre des amortissements excédentaires et 29 974 euros au titre de la taxe sur les véhicules de tourisme de sociétés, soit un montant global de dépenses non déductible du résultat fiscal de 148 498 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Les Associés décident d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 de la manière suivante :

Résultat net de l'exercice	20 448 835 Euros
Report à nouveau au 31/12/2019	42 576 588 Euros
Total à affecter	63 025 423 Euros
Dotation à la réserve légale	0 Euros
Distribution d'un dividende	0 Euros
Et le solde en report à nouveau, soit :	63 025 423 Euros
Soit un total affecté de :	63 025 423 Euros

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, les Associés prennent acte qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Les Associés constatent qu'aucune convention nouvelle entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Société par actions simplifiée au capital de 15 246 305,32 €
Siège social : 145-151 quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-les-Moulineaux
444 495 774 R.C.S. Nanterre



QUATRIEME RESOLUTION

Les Associés, prennent acte de l'expiration du mandat de Président de Monsieur Thierry DELAPORTE.

En conséquence de ce qui précède, les Associés décident, en remplacement de ce mandat, de nommer en qualité de Président de la Société :

- **Monsieur Franck GREVERIE,**
Né le 10/03/1969 à SAINTE-ADRESSE (76),
De nationalité française,
Demeurant 96 Rue pierre DEMOURS
75017 PARIS,

à compter de ce jour et pour une période d'un (1) an expirant à l'issue de la prochaine décision collective des Associés devant statuer dans l'année 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Monsieur **Franck GREVERIE** a fait savoir, par lettre séparée, accepter les fonctions qui viennent de lui être conféré et déclare n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Les Associés prennent acte de la démission de la société KPMG S.A. et de SALUSTRO REYDEL, de leurs fonctions respectives de Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant, cette démission prenant effet à l'issue de la présente décision collective des Associés.

En conséquence de ce qui précède, les Associés décident :

- de nommer la société MAZARS S.A., 61 rue Henri Regnault, 92075 Paris La Défense Cédex, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, à compter de ce jour, pour la période restant à courir du mandat de la société KPMG S.A. expirant à l'issue de la prochaine décision collective des Associés devant statuer dans l'année 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.
- de ne pas nommer de Commissaire aux comptes suppléant, comme le permet l'article L 823-1 alinéa 2 du Code de commerce.

Les Associés prennent ensuite acte que la société MAZARS S.A. a déclaré, par lettre séparée, accepter le mandat qui vient de leur être conféré et n'être atteint d'aucune mesure susceptible de leur interdire d'exercer de telles fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

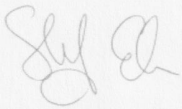
Société par actions simplifiée au capital de 15 246 305,32 €
Siège social : 145-151 quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-les-Moulineaux
444 495 774 R.C.S. Nanterre



SIXIEME RESOLUTION

Les Associés confèrent tous pouvoirs au JOURNAL LA LOI, une marque de la société « LEXTENSO » dont le siège social est : La Grande Arche – Paroi Nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (552 119 455 RCS Nanterre), ainsi qu'au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal constatant ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



Pour Sogeti
Stefan Ek



Pour Capgemini France
Olivier Sevilla

Société par actions simplifiée au capital de 15 246 305,32 €
Siège social : 145-151 quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-les-Moulineaux
444 495 774 R.C.S. Nanterre

CAPGEMINI DEMS FRANCE

Société par Actions Simplifiée au capital de 15 246 305,32 euros
Siège social : 145-151 quai du Président Roosevelt – 92130 Issy-les-Moulineaux
444 495 774 R.C.S. NANTERRE

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT

Conformément aux dispositions du Code de commerce et des statuts de la société CAPGEMINI DEMS FRANCE (ci-après la « Société »), le présent rapport expose l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé et les perspectives de la Société pour l'année 2020 en vue de soumettre à l'approbation de la collectivité des Associés les comptes et le bilan arrêtés au 31 décembre 2019.

Ce rapport, de même que le bilan, le compte de résultat, l'annexe, ainsi que les autres documents ou renseignements s'y rapportant, seront mis à la disposition des Associés.

I – EXPOSE DE LA SITUATION ET L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2019

L'exercice clos le 31 décembre 2019 s'est clôturé avec un chiffre d'affaires de 278 422 646 euros, un résultat net de 20 448 835 euros. L'effectif de la Société à la date de clôture de l'exercice s'élève à 2 987 employés.

1.1 – Évènements marquants intervenus au cours de l'exercice clos

1.1.1 Les faits marquants concernant la Société :

Par décision en date du 29 mars 2019, l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés a modifié la dénomination sociale de la Société en « Capgemini DEMS France ».

Par décision du Président en date du 3 mai 2019, la Société a transféré son siège social à Issy-les-Moulineaux (92130), 145-151 quai du Président Roosevelt.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

1.1.2 Les faits marquants concernant sa/ses filiale(s)

Non applicable.



1.2 – Situation et évolution de l’activité de la Société et de sa/ses filiale(s) au cours de l’exercice clos

1.2.1 Situation de la Société

Le chiffre d’affaires 2019 de la société est en croissance de 11.9% soit environ plus 29,5 millions d’euros par rapport à l’exercice 2018 grâce, notamment, à des gains d’affaires dans tous les secteurs comme Le spatial, l’énergie et ferrovière.

Cette croissance est principalement soutenue par la nette progression de nos offres ayant une marge opérationnelle plus élevée. La marge opérationnelle est en nette amélioration en raison notamment d’une meilleure contribution vendue sur les offres de Digital Manufacturing et un maintien de la productivité sur nos projets et d’une croissance du recours aux ressources en Inde.

1.2.2 Evolution de l’activité de la Société et de sa/ses filiale(s)

Voir 1.2.1.

II – EXAMEN DES COMPTES DE L’EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Il est proposé d’examiner ci-après, les chiffres du compte de résultat de l’exercice 2019 et 2018 (à titre comparatif) :

En millions d’euros	2019	2018
Chiffre d’Affaires	278.42	248.92
Résultat d’exploitation	5.22	-9.45
% du C.A.	1.87%	-3.79%
Résultat financier	0.17	0
Résultat exceptionnel	0.25	-2.24
Participation	0	0
Impôts sur les bénéfices	14.80	18.83
Résultat net	20.45	6.94
% du C.A.	7.34%	2.78%
Effectif :		
- annuel moyen	2 876	2 683
- au 31 décembre	2 987	2 768

Changement de méthode comptable :

Aucun changement de méthode comptable sur l’exercice.

III – PROPOSITION D’AFFECTATION DU RESULTAT

Il est proposé d’approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et d’affecter le résultat de l’exercice clos le 31 décembre 2019 comme suit :

Résultat net de l’exercice :	20 448 835 euros
Apurement du report à nouveau existant au 31.12.2019 :	42 576 588 euros
<u>Total à affecter :</u>	63 025 423 euros

Dotations à la réserve légale :	0 euros
Distribution d’un dividende :	0 euros
Report à nouveau :	63 025 423 euros
<u>Total affecté :</u>	63 025 423 euros

IV – DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est fait mention qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

V – MENTION DES DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement, visées à l'article 39-4 dudit code, s'élève à 118 524 euros au titre des amortissements excédentaires et 29 974 euros au titre de la taxe sur les véhicules de tourisme de sociétés, soit un montant global de dépenses et charges non déductibles du résultat fiscal de 148 498 euros.

VI – INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT - FOURNISSEURS ET CLIENTS

Article D. 441 I.- 1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
Montant en €	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	592					204
Montant total TTC des factures concernées	14 576 274	320 735	244 233	23 894	151 973	740 834

3

Rapport de gestion du Président sur l'exercice clos le 31/12/19

Pourcentage du montant total HT des achats de l'exercice	17%	0%	0%	0%	0%	1%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre de factures exclues	0					
Montant total TTC des factures exclues	0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code du commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiements	60 jours nets					

Article D.441 1. 2 Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
Montants en €	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 61 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	3 659					371
Montant total TTC des factures concernées	62 627 047	3 056 504	703 269	32 575	181 339	3 973 687
Pourcentage du montant total du chiffre d'affaires HT de l'exercice	22%	1%	0%	0%	0%	1%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre de factures exclues	4					
Montant total TTC des factures exclues	2 814					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code du commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels					

VII – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 227-10 DU CODE DE COMMERCE

Il est constaté qu'aucune convention nouvelle entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé

VIII – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2019, la Société est détenue par deux sociétés à hauteur de :

- 79,96% par Sogeti S.A.S.
- 20,04% par Capgemini France S.A.S.

Le capital social fixé à la somme de 15 246 305,32 euros est composé de 17 728 262 actions de quatre-vingt six centimes d'euro (0,86 €) chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

IX – PRISE DE PARTICIPATIONS ET CONTROLE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

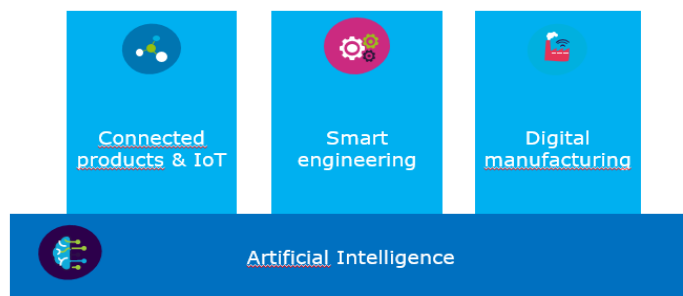
La Société n'a pris part à aucune participation ni assuré le contrôle d'aucune société au cours de l'exercice clos tel que visé à l'article L.233-6 du code de commerce.

X – ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

La Société a eu de dépenses de recherche et développement à hauteur de 49 331 479 € en 2019.

Capgemini Digital Engineering & Manufacturing Services (DEMS) porte une offre de services à forte valeur ajoutée à destination des grands groupes industriels. Recherche et Innovation sont des éléments clés de notre stratégie pour répondre aux besoins et challenges grandissants de nos clients.

En ce sens, nous avons pour objectif de concentrer l'effort de Recherche et Développement autour de 4 programmes de recherche qui nous permettent de connecter la R&I et les besoins du marché.



L'intelligence Artificielle

Véritable fer de lance de l'innovation et de la Recherche, l'Intelligence Artificielle (IA) est au cœur des concepts et technologies de demain. Programme phare et transverse à de nombreux secteurs, nos équipes de chercheurs travaillent en particulier sur 3 axes :

- IA & images, vidéos : identification, tracking d'objets, de personnes et d'anomalies ;

- A titre d'exemple, le projet *Wire Label Reader* vise au développement expérimental d'une solution embarquée portative' *Deep Learning* d'aide à l'opérateur pour la lecture de références de câbles de moins d'un millimètre de diamètre.
- IA & sounds, language : identification et analyses d'enregistrements audio, Text to Speech ou Speech to Text en environnement industriel ;
 - A titre d'exemple, nos équipes de chercheurs ont initié le développement d'une méthode d'analyse et d'automatisation de l'intelligibilité d'une conversation à partir d'approche de type deep learning ;
- Hybrid IA : couplage de méthodes déterministes et non-déterministes pour la maintenance prédictive ;
 - Sujet de Thèse avec l'ISAE SUPAERO afin d'identifier automatiquement des modes de fonctionnement et de défaillance d'un système. Test et validation sur une base de données représentatives du fonctionnement d'un turboréacteur.

Les démarchent expérimentales mises en œuvre dans ce programme visent à lever des verrous technico-scientifiques directement connectés aux 3 autres programmes que sont les Objets connectés & IoT, le smart engineering et le Digital Manufacturing.

Produits connectés & IoT

Ce programme de Recherche, dénommé « Connected products & IoT Program » aborde les challenges de l'explosion massive du nombre de produits connectés en articulant les travaux autour de 2 axes :

- Plateformes IoT : nos ingénieurs et chercheurs développent de nouvelles plateformes de management d'objets connectés. Les incertitudes techniques auxquelles ils sont confrontés ont trait à l'hétérogénéité des devices, des réseaux et protocoles de communication, des infrastructures de stockage et applications cibles. Gérer cette scalabilité et cette diversité au sein d'une même plateforme soulève de nombreux défis auxquels nos équipes souhaitent apporter des solutions robustes et performantes.
- Sécurité : L'arrivée des écosystèmes IoT au cœur des SI et des métiers des entreprises ouvrent de formidables opportunités de création de valeur mais soulèvent, dans le même temps, de nouvelles failles de sécurité. La cybersécurité est dès lors un des défis majeurs de tout projet IoT et se doit d'être appréhender de bout en bout – de la captation de la donnée sur le terrain à son exploitation dans le cloud (ou sur site).
A titre d'exemple, des travaux visant à combiner la technologie blockchain et l'IoT ont été réalisé dans le but de contrôler l'intégrité des données échangées à des fins de contrôle et de facturation du poids des trains sur un réseau ferroviaire.
En aval de la collecte, les problématiques liés à la confidentialité des accès aux données et à leur traitement ont également été abordés dans le cadre d'un projet collaboratif impliquant les acteurs clefs de la sécurité. Ce projet FUI vise à développer un moteur de recherche sécurisé assurant la confidentialité des requêtes et des requêteurs (data privacy, cryptographie homomorphe, requêtes cryptées, etc.).

Smart Engineering

Le développement, l'architecture et la conception de systèmes de plus en plus complexes sont au cœur des problématiques de nombreux secteurs qui cherchent à innover sans cesse pour ne pas se faire dépasser. DEMS Research&I souhaite adresser les incertitudes technico-scientifiques des ingénieurs concepteurs de demain à travers 3 thématiques de R&D :

- 3D centric platform : quel sera l'environnement de conception amélioré de demain ? Comment simplifier, fluidifier et automatiser l'apprentissage et l'application des règles de conception ? Comment exploiter des données distribuées, hétérogènes et non-connectées ?
 - o A ce sujet, 2 thèses ont été portées avec l'ENSAM et le Laboratoire de Conception de Produits et Innovation (LCPI) ;
- Conception de systèmes complexes (MBSE, MDO-MDA, testing) ;
Comment représenter les systèmes complexes et leurs interactions de manière unifiée ? Comment concevoir ces systèmes en s'assurant de la traçabilité et du respect des exigences à chaque étape de la conception ? Comment utiliser la modélisation pour concevoir des produits optimisés.
- Technologies innovantes : digitalisation 3D, technologies immersives, et énergies nouvelles
Comment les technologies immersives peuvent accompagner les différents acteurs de la conception et de la fabrication d'un produit ? Comment les enjeux environnementaux mettent en lumière des nouvelles technologies permettant une production d'énergie plus respectueuse de la nature.

Digital Manufacturing

Le digital manufacturing répond au besoin grandissant en performance de production. Les nouvelles technologies, l'intelligence artificielle et les objets connectés sont autant de leviers pour permettre l'amélioration substantielle des systèmes productifs. Aussi, nos chercheurs adressent plusieurs axes de développement expérimental :

- Advanced manufacturing : simulation, optimisation digitale des procédés, connectivité des objets, robotique ;
 - o Un projet collaboratif FUI21 avec AEC Polymer (Bostik) a été initié sur le développement expérimental d'un Système de Supervision et de Simulation de la Production d'Assemblage par Collage (S3PAC - rattaché au projet Jo-SAT) ;
- Asset optimisation : définition et optimisation substantielle des usines et lignes de production, systèmes de supervision de processus industriels (remote operating)
- Le travailleur augmenté (augmented worker)

Financement de thèses

Le financement de thèses de recherche, portées par nos 4 programmes, nous permet d'adresser des sujets très amont, à la pointe des nouvelles technologies, tout en dynamisant notre écosystème R&I.

- Modélisation d'un système cyber-physique et étude du champ des possibilités qu'ouvre le raffinement d'une modélisation fonctionnelle par une modélisation physique. Le système considéré est le système hydraulique d'un appareil Airbus A350.

- Développement d'un environnement de conception augmentée, sous forme d'outil intégré à un logiciel de CAO. Les objectifs sont de constituer un jeu de règles en adéquation avec le contexte de conception, de suggérer en temps réel les règles applicables lors de la conception CAO, de vérifier le modèle a posteriori, de favoriser l'apprentissage des concepteurs et d'apprendre et recommander l'automatisation de routines de conception.
- Couplage d'une simulation déterministe et non déterministe pour la maintenance prédictive. La thèse a démarré fin 2017 par une étude de l'état de l'art au niveau de la maintenance prédictive. Le but de cette étude est d'identifier finement les exigences et d'en dériver les besoins en modélisation. En 2018, à l'issue de l'état de l'art ce sont les approches basées sur les réseaux de neurones flous (fuzzy neural network) qui ont servi de point de départ aux développements effectués dans le cadre de cette thèse. En 2019, les travaux de recherche se sont poursuivis avec notamment le développement d'une méthode hybride (réseaux de neurones et modèles physiques) permettant d'estimer la durée de vie restante d'un avion. Dans ce cadre, un premier prototype a été construit. Ces travaux s'inscrivent dans la continuité de ceux engagés en 2018 avec, notamment, des réflexions autour de l'identification par cartographie d'un mode de défaillance (health index).
- Mise en œuvre créative des sciences des données dans un environnement d'ingénierie numérique distribué, modulaire et hétérogène. La thèse initiée ici a pour objectif d'inventer un environnement numérique agile permettant d'exploiter et de gérer le gigantesque volume d'informations correspondant à la définition virtuelle d'un système complexe (avion, centrale nucléaire, automobile, etc.). La problématique de recherche qui se pose ici est la suivante : Comment retourner rapidement et, à la demande, une information exhaustive et pertinente, composée de données distribuées, hétérogènes et non liées entre elles ? Pour pallier cette problématique, il a notamment été question de concevoir et de développer un environnement numérique qui reposera sur une intégration novatrice des sciences des données telles que l'apprentissage machine, fouille de données, visualisation analytique, bases de données NoSQL, Blockchain, etc.
- Développement d'une technologie de maintenance prédictive permettant d'octroyer fiabilité et industriabilité et ainsi d'être appliquée de manière générique dans le secteur industriel. En particulier, il a été question d'interpréter les échanges entre les différents composants d'un modèle non plus comme des échanges d'informations instantanées (sous la forme d'échanges de variables mathématiques dénuées de rapport avec la réalité), mais comme la transmission d'information via une couche de transport physique : cela revient à dire que considérer l'échange d'information entre composants instantané est une abstraction que l'on peut remplacer par un modèle du comportement physique du mode de transmission de l'information.
- Il est alors possible de faire porter la cause de certaines pannes comme un problème à l'interface des modèles des composants du système et donc de faire porter par un modèle de la physique la représentation de la défaillance.
- La problématique initiale concernait la prise en compte d'une composante de couche de transport physique dans un modèle de système complexe. Les difficultés rencontrées étaient liées à :
 - La lisibilité des modèles ;
 - La prise en compte des aspects de modifications des modèles ;



- A leur évolution ;
- A la maîtrise de l'impact des modifications de parties du modèle sur le modèle global.

Cartographie de la R&D 2019 (et exemples de projets)

Le pôle Conception Machines tournantes

Le pôle Conception Machines tournantes a réalisé différentes études et projets sur :

- De nouveaux moteurs en cours de développement à destination de l'aéronautique. En 2019, nous avons notamment abordé les sujets ci-dessous :
 - Introduction de matériaux en composite « simple » (Moteurs Leap & Silvercrest) ou à matrice céramique pour de futurs moteurs d'avions militaires.
 - Amélioration des performances des moteur Silvercrest et Leap
 - Amélioration substantielle des performances de la turbine du moteur UHBR (nouveau turboréacteur avec fort taux de dilution)
- L'analyse aérothermique de ces mêmes moteurs à des fins de validation de leur comportement ou de compréhension de phénomènes nouveaux.

Le pôle Conception Structures Aérospatiales

En 2019, nos activités du secteur aéronautique sont dans la continuité de nos précédentes réalisations.

Nous avons réalisé des études sur de la personnalisation (équipement de mission sur Avion et Hélicoptère), sur des études liées au cadre de Cleansky, poursuivies avec nos clients pour le développement de « l'usine du futur » (Passage en « full 3D », « Méca 4.0 » robotisation et monitoring des process par exemple)

Nos équipes participent également à la R&I dans le domaine spatial. En 2019, elles sont notamment intervenues sur :

- Le développement du futur lanceur Ariane 6 et les moteurs spatiaux associés Vulcain 2.1 ou Vinci. Les études ont porté sur l'aménagement moteurs, leur modélisations et analyses associées (vibratoires, thermiques, ...), les exploitations d'essais, le réglage des moteurs mais aussi sur des systèmes annexes
- Le développement de lanceurs civils ou militaire nouvelle génération
- Le dimensionnement mécanique de structures satellites (analyse du niveau de contrainte dans la structure, de la tenue des interfaces et de la stabilité).
- L'analyse du système lanceur/satellite avec la création de modèles dynamiques et aéroélastiques associés à des outils de traitement.

Le pôle Bureau d'étude Composites

Les équipes d'ingénieurs de recherche de ce pôle ont travaillé sur les programmes ci-après :

- Le développement de solutions architecturales en matériaux composites dans le domaine de l'aéronautique. Au cours de l'année 2019, nous nous sommes penchés sur les sujets suivant :

- « Fuselage of Tomorrow » ou FoT : Activités liées au développement expérimental de produits Center Fuselage pour une nouvelle famille de Single Aisle à horizon 2030 ;
- « Wing of Tomorrow » ou WoT :
- Le développement d'éléments d'aile en composites pour le futur A30X et A320 Neo. Démarré en 2016, les travaux 2019 se sont poursuivis sur le développement d'un nouveau procédé de réalisation d'éléments de jonction et de caisson du fuselage.
- L'amélioration de la simulation numérique pour des assemblages complexes en particulier les interfaces entre sous-ensembles. Les travaux 2019 s'attachaient notamment à l'étude d'apparition de défauts post essais en vol

Le pôle Simulation Physique Numérique

Programme de recherche acoustique

Ce programme vise à réduire la pollution sonore émise par les aéronefs. Les travaux ont porté principalement sur l'amélioration de la connaissance des phénomènes liés au bruit aérodynamique et sur la compréhension des effets de propagation du bruit. Les travaux ont porté sur :

- ASPIRE : étude de l'influence de la distorsion en amont sur les sillages et leur impact sur le bruit des fans
- JERONIMO : étude expérimentale des facteurs influençant la réduction des bruits. En 2019 l'étude a porté sur le cas d'application du bruit de jet des moteurs UHBR sous les ailes ;
- NIS : étude expérimentale sur les propriétés acoustiques des feuilles triples faces perforées ;
- Bruit des turbomachines : Investigation de nouveaux concepts de traitements acoustique (par exemple, dans les basses fréquences pour les futurs moteurs à fort taux de dilution avec le concept « CAPSULE »), notamment via des matériaux absorbants inédits ;
- SESAR : Développement de simulation de trafic aérien en zone aéroport dans un objectif d'évaluation acoustique
- INCERTITUDES : Développement d'une méthodologie de détermination des incertitudes liées à la prévision du bruit des climatiseurs ;
- TURBONOISEBB : Développement d'une méthode numérique d'évaluation de la propagation acoustiques.
- Méthodes numériques : Développement et amélioration significative de méthodologies de maillage et de calcul (prise en compte des effets non-linéaires) ; création d'un process automatisé pour la caractérisation acoustique d'un matériau.

Optimisation Additive Layer Manufacturing (ALM)

Différentes études ont été réalisées avec pour objectifs d'optimiser les masses à iso efficacité structurelle, les process, la fiabilité des pièces et enfin l'efficacité de la solution dans son ensemble, parfois en rupture complète avec l'existant. Certaines de ces études, pour exemple, sont décrites ci-dessous :

- Etude de redesign et d'optimisation mécanique : nos équipes poursuivent l'étude de remplacement de process de réalisation en passant de méthodes classiques à une impression 3D.
- Simulation et optimisation des procédés de fabrication :



[Signature]

- Renforcer l'intégration E2E, y compris la préparation des données (fonctions formes) et les problèmes paramétrés pour généraliser l'utilisation des cas d'utilisation étendus ;
- Etendre le modèle paramétrique à un champ d'analyse plus large y compris l'analyse non linéaire ;
- Intégrer la procédure E2E avec l'analyse de données, la fonction d'extraction et des méthodologies de Machine Learning appliquées aux données de vol et/ou aux jeux de données de service ;
- Recherche sur les procédés de fabrication ALM : Le procédé « Additive Layer Manufacturing » est employé de manière croissante dans l'industrie. Or la validation en calcul comporte encore de nombreuses incertitudes, en particulier dues à la différence de l'aspect de surface et le développement des structures en treillis. Les efforts de 2019 se sont justement portés sur la compréhension des propriétés métamatérielles de structures, la création de prototypes issus de prototypage rapide 3D « morphable ».

Le pôle Energie

Nos ingénieurs de recherche adressent des programmes de recherche sur les Energies renouvelables, parmi lesquels :

- Le projet Eolienne flottante porte sur le développement d'un dispositif flottant à axe vertical, dont le but est d'accroître de façon considérable le rendement énergétique. Ces éoliennes seraient installées en mer et incarnent une source potentielle de production d'électricité. Ce projet est réalisé en collaboration avec Nénuphar-wind.
- Le projet intitulé Euphrate consiste à rechercher des solutions permettant de désaler l'eau de mer, considérant une consommation d'énergie minimale. Les travaux ont été orientés vers un concept de désalinisation par glaciation de l'eau de mer : prototype, démonstration des fonctionnalités, caractérisation du frasil, étude de l'influence des formes des pales sur le brassage de l'air et la surpression ;

Nous développons également de nouveaux systèmes de gestion de l'énergie :

- Réseaux Gaz : Nos projets autour des réseaux de gaz visent à développer un mécanisme de connexion/déconnexion dynamique des entrées et sorties sur un système pour la supervision des postes de détente. In fine, l'objectif est de centraliser à l'échelle nationale, l'architecture matérielle et logicielle de la supervision, ainsi que toutes les données remontées par la supervision au sein d'une unique base de données centralisée. Nos principaux travaux ont porté sur la robustesse du système développé

Les projets du secteur Nucléaire

Nous intervenons sur bon nombre de programmes expérimentaux ayant trait au secteur du Nucléaire. Notre expertise, à la pointe du savoir-faire ce de secteur nous permet d'intervenir sur :

ITER

Dans le cadre du projet expérimental ITER, nos développements en 2019 ont consistés entre autres :

- Port Cell : Intégration des instruments et calcul sismique de la structure environnante. Analyses neutroniques sur les blocs bétons pour maîtriser les phénomènes de fuite
- Hot cell : gestion des déchets. La corrélation entre les essais physiques et les calculs permettent d'affiner les modèles de calculs et de mieux mesurer la pénétration de la radioactivité d'une salle à l'autre et la propagation à travers le réseau de tuyauterie ;
- Calculs TBS : calculs itératifs afin d'affiner la maîtrise du dispositif d'alimentation du tritium ;
- Développement expérimental d'outils inédits de maintenance en environnement nucléaire. Des concepts ont été étudiés pour une « tilting station », sans accès humain possible, avec délocalisation des batteries, scénarios de sécurité spécifiques et calculs sismiques associés. Le concept de pont jusque-là utilisé pour le déplacement de composants contaminés a été remplacé par l'étude d'un « trolley » ;
- Blanket Tokamak : poursuite des études sur la précision des moyens de téléopérations ou « remote handling ». Les précisions visées dans la téléopération de ces composants complexes et séparés entre eux de quelques millimètres, sont inédites sur ce projet ;
- Antenne ICH du Tokamak (*Ion Cyclotron Heating*) : poursuite des développements expérimentaux de ce système de chauffage à résonance cyclonique ionique (Courants de Foucault, circulation courant RF, comportement thermique).
- Vacuum Vessel + neutral beam : étape de calculs pour validation des études précédentes

Réacteur Jules Horowitz (RJH)

Dans le cadre du projet RJH, les études ont principalement porté sur la conception de composants du bloc pile (à proximité immédiate du cœur), poursuite de l'amélioration de la maquette numérique ; optimisation des études de cinématiques

La conception d'outillage de maintenance EPR

Dans le cadre du projet EPR, les études ont porté sur :

- Des calculs de supportage de tuyauterie intervient dans le contexte d'une montée en ré vision des configurations des chargements mécaniques et thermiques des différentes unités de calcul du réacteur EPR ;
- La conception et justification de : lignes tuyauteries et de leurs supports ; traversées, système HVAC - ventilation chaude et conditionnée- notamment en regard des risques sismiques
- Essais de démarrage et analyse de la représentativité des essais de montage piscine

Hall de Recherche de Beaumont (HRB)

Au sein du HRB, des études ont été menées sur le filtre PULSE (nettoyage des boues), ainsi que sur le développement d'une ligne de lavage des déchets UNGG.

Laser MégaJoule (LMJ)

Dans le cadre du développement du LMJ, nous avons effectué des études électriques des câblages ; des 22 chaînes laser (cible de 2mm de diamètre).

12



[Signature]

Les déchets nucléaires

Dans ce cadre, la société a notamment réalisé dans la continuité des travaux de 2018 le projet de Reprise et Conditionnement des Boues (RCB) de l'usine Areva la Hague. Plus précisément en 2019, nos équipes de chercheurs ont :

- Développé des protocoles méthodologiques de remise en état d'équipement ;
- Construit une base de données issue de nos essais précédents afin de transposer les informations à d'autres projets ;
- Cherché à maîtriser le vieillissement de certains équipements de chaudronnerie localisés en zone rouge, inaccessible

De plus, sur des aspects logiciels, nous avons également :

- Poursuivi le développement d'une application de gestion des modes opératoires d'exploitation sur tablette numérique
- Développé un nouveau mode de gestion des colis dans un parc
- Recherché des solutions afin de résoudre les problématiques d'obsolescences matérielles et logiciels

Le pôle Validation de Performances

- Développement (Etude et réalisation) de systèmes embarqués concernant l'augmentation des performances :
 - Gestion des pertes des senseurs terrestres sur les satellites E3000 en vol de type MK1 : développement de prototype pour résoudre les problématiques de défaillances graves de senseurs.
 - Plateforme satellite autonome sur événement perturbateur : L'objectif est que la plateforme satellite soit capable d'effectuer son propre redémarrage et de ré-allumer la charge utile dans sa configuration lors d'événement perturbateur. Des prototypes ont été développés pour résoudre les difficultés rencontrées.
- L'optimisation de la performance industrielle outillée. Ce projet vise à améliorer la performance des usines, notamment du secteur de l'aéronautique et nucléaire, en vue de leur permettre de produire davantage tout en maintenant la qualité à un niveau constant. Les travaux réalisés ont permis
 - De définir de manière plus précise la bonne organisation à mettre en place sur certains sites d'Airbus afin d'atteindre la cadence cible et sécuriser la production (ligne plus robuste et moins sensible aux aléas) :
 - Etude de l'industrialisation d'une ligne préexistante afin de doubler la capacité de production tout en s'affranchissant des manutentions à risque (Troubles musculosquelettiques).
 - Etude des leviers de performances sans impact sur l'organisation physique (machines, process, etc.)
 - De modéliser expérimentalement le fonctionnement des cellules de test des laboratoires d'analyses du CEA afin d'anticiper le démantèlement de l'un d'eux. Les travaux ont permis de définir la répartition des activités dans les cellules en fonction de la possibilité de chacune d'accueillir les nouveaux équipements (dépendant de la taille de la cellule, des compatibilités entre équipement, etc.).



- D'étudier la possibilité de développer un outil pour ADP permettant de caractériser les flux de passager permettant d'optimiser ainsi les ressources aéroportuaires.
 - Le Développement du design d'un nouveau réacteur nucléaire de production d'isotopes thérapeutiques (radiologie, IRM). Les études ont porté sur la gestion des flux en particulier de transport car cette industrie implique un gros système de transport et la gestion d'une forte quantité de packaging associée à de fortes contraintes liées au domaine nucléaire (Pallas).
 - D'étudier la capacité de Orano pour le stockage de fût radioactif, notamment pour caractériser la capacité du site au long termes ;
 - D'étudier la faisabilité des flux dans le cas de variabilité élevée (plus de 15 000 scénarios).
 - De développer une solution Simulation dynamique de flux via le projet Digital Twin.
- Développement d'essais permettant d'évaluer de nouveaux composants dédiés aux IoT

Le pôle Modélisation & Simulation

- Génération automatique des maillages 3D. Les activités portent sur le développement d'une méthode permettant de générer automatiquement sur les gradients forts, des maillages 3D de très haut niveau, et particulièrement en 2019 sur l'adaptation d'une grille cartésienne par solution :
 - Le développement d'une méthodologie permettant la réalisation de simulations basées sur des couplages multidisciplinaires de types icing, calculs adjoints, MDA-MDO, pour renforcer la précision des études en réalisant notamment des boucles aérodynamique/déformé maillage et la déformé structure ;
 - L'amélioration de la robustesse, de la convergence et de la précision des calculs ;
 - La réduction du lead-time avec notamment le développement d'automatisation de maillage.
- Les travaux se sont portés sur un cas de recherche particulier : l'utilisation de la méthode site Semi-Automatique (MeSAC) pour l'étude du givre sur des configurations hyper-sustentées (surfaces mobiles). L'objectif était d'étudier l'influence du givre sur les performances de l'avion lors des phases de basse vitesse, à travers des maillages structurés autour de géométries complexes et sans simplification de formes.
- Développement de modèles de performance avion :
 - Grande Vitesse afin de recalibrer des modèles théoriques à la réalité.
 - Basse Vitesse permettant de calculer des trajectoires de décollage réglementaires en mode multi-virages et de développer une nouvelle méthode de calcul de virage à rayon imposé en considérant l'effet du vent lors des phases de départs et d'approches des aéroports
 - Applications embarquées, permettant d'améliorer les performances des calculs de simulations des performances des avions notamment sur l'optimisation des niveaux de vol.
- Développement d'outils pour la conception, la simulation et l'amélioration des performances autour de satellites

- Modélisation d'un superpétrolier. Nos travaux ont consisté en l'étude des problèmes de continuité numérique entre une modélisation système et un modèle de simulation temps réel et en l'analyse des liens entre la modélisation physique d'un système et sa simulation.
- Développement d'une solution de recherche et d'exploration des données du cycle de vie de projet : cloisonner et décroisonner les données du cycle de vie du produit Expérimentation de 3DX dans le cadre du développement de nouveaux satellites. L'objectif était de modéliser et de conceptualiser de nouveaux processus de développement d'architectures satellitaires de manière collaborative et permettant d'avoir la continuité numérique end-to-end : de l'idée du produit jusqu'à sa livraison en orbite.

Le pôle Transformation Numérique

- Interopérabilité des données et leur agrégation : Nos travaux, autour d'une plateforme générique d'agrégation de différents protocoles de communication répondant à la norme OPC, se sont orientés sur la définition d'une nouvelle solution matérielle et logicielle répondant aux contraintes de pérennité. Enfin, nous intervenons également sur la transformation numérique du réseau ferroviaire Français afin de développer des solutions de surveillance et de supervision capables de fédérer les anciennes et les nouvelles technologies de communication.
- Utilisation de la solution TRY (Teach Robot Yourself), développée par la société les années précédentes, afin d'explorer de nouvelles thématiques autour de la robotique de services. Cette plateforme nous a permis de travailler sur l'intégration d'un chatbot configurable à la volée et de scanner un environnement de façon à extraire un modèle 3D sur lequel l'utilisateur va s'appuyer pour programmer le robot.
- Développement d'un démonstrateur de SmartContract pour le réseau ferroviaire permettant de facturer de manière sécurisé, transparente et sûr la consommation énergétique grâce à la technologie Blockchain couplé à la technologie IOTA
- Interfaces augmentées :
 - Développement de solutions logicielles permettant de visualiser et éditer en réalité virtuelle des modèles de CAO. L'application est capable d'importer des modèles issus du logiciel CATIA et de les intégrer dans un environnement immersif photo réaliste. Par ailleurs, une intelligence artificielle sous forme d'arbre décisionnel permet d'appliquer des textures aux modèles CATIA. Enfin, celle-ci permet également de placer les modèles dans une armature, de les orienter et de les redimensionner.
 - Traitement de l'interopérabilité entre différentes architectures d'OT (Operations Technology).
 - Développement d'un système permettant l'amélioration de la collaboration des équipes, particulièrement lorsqu'elles sont sur des sites distants en leur permettant d'être virtuellement coprésents. Cette amélioration passe par le développement d'un socle applicatif commun. Pour ce faire, ce projet propose de faire collaborer divers utilisateurs au travers de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée.
 - Elaboration d'un framework de développement d'application de réalité mixte indépendante de la technologie utilisée permettant de couvrir l'intégralité du cycle de vie d'un avion pour AIRBUS



[Signature]

- Du BigData vers Intelligence Artificielle : au travers des différents projets abordés cette année, nous avons souhaité faire évoluer l'utilisation des technologies du Big Data, du machine learning et du deep learning vers de nouvelles applications industrielles :
 - Maintenance prédictive sur les lignes de productions dans l'industrie.
 - Participation au développement des assistants intelligents (Vocal et Chatbot) d'Orange et au renforcement des performances dans la proposition de contenus multimédia.
 - Participation au projet « SKYWISE » d'Airbus qui vise à devenir la plateforme de référence pour toutes les grandes compagnies aériennes dans le but, notamment, d'améliorer les performances opérationnelles.
 - Optimisation d'un algorithme permettant d'analyser les défauts des œufs et de les trier via un modèle Deep Learning.

Le pôle développement de logiciels innovants

- Développement de logiciels en laboratoire de recherche dans le domaine aéronautique :
 - Application permettant de proposer, dans une seule application, toutes les informations cartographiques à bord d'un avion critique.

XI –SITUATION DES MANDATS

Le mandat de Président de Monsieur Thierry DELAPORTE venant à expiration à l'issue des décisions des associés devant statuer sur l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, il est proposé en remplacement de ce mandat, de nommer Monsieur Franck GREVERIE aux fonctions de Président de la Société pour une période d'un (1) an, soit jusqu'à la prochaine assemblée générale des associés devant statuer en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

XII - EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Covid-19

Dans le contexte sans précédent de la pandémie mondiale de coronavirus, la priorité de Capgemini est la santé, la sécurité et la sûreté de ses employés ainsi que la continuité des services qu'elle fournit à ses clients.

Le Groupe met donc en place les mesures de prévention et de protection et veille en permanence au respect des décisions et recommandations des autorités publiques locales. En outre, le groupe met en œuvre les plans de continuité des activités qui ont été élaborés et continueront à être adaptés à l'évolution de la situation. Dans cette perspective, Capgemini a mis en place une unité de gestion dédiée qui rend compte directement au Comité exécutif du Groupe. Cette unité, qui comprend toutes les fonctions clés du Groupe, a mis en place une série de directives, de protocoles et de processus du Groupe, qui sont de caractère exceptionnel et temporaire, pour gérer la crise sur deux fronts : **SÉCURITÉ DES EMPLOYÉS** et **CONTINUITÉ DES OPÉRATIONS** avec un programme massif de

déploiement du télétravail systémique des employés, dans tous les pays affectés par la pandémie et la mise en place de rotations opérationnelles pour les engagements ne pouvant être réalisés que sur site.

Ainsi, à ce stade, le Groupe estime qu'il devrait être en mesure, notamment grâce à ses capacités digitales, d'assurer la continuité de l'essentiel des services demandés actuellement par ses clients. Cependant, l'évolution de la pandémie du coronavirus et l'incertitude sur sa durée, pourraient augmenter considérablement le niveau de risque lié à l'environnement dans lequel le Groupe opère.

XIII – EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

- Avant impact du Covid-19

Dans la continuité de la croissance de 2019, et hors impact du Covid-19 dont les effets difficilement estimables à ce jour dépendent de l'évolution de la pandémie du coronavirus, la Société souhaite poursuivre sa diversification sectorielle notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports et du spatial en s'appuyant sur son expertise dans le domaine de l'ingénierie mais en profitant également de la dynamique du marché du Digital Manufacturing et de l'OT et connected products.

L'ambition de la Société s'inscrit dans celle du Groupe : être reconnu comme le « leader pour les leaders ». La croissance sera favorisée au travers de la synergie renforcée entre les entités du Groupe suite à la mise en place du modèle d'organisation du Groupe : LEAD en se focalisant sur les segments et comptes clés du Groupe. La croissance sera également portée par la transposition de ce qui est fait hors France au sein de la Global Business Line DEMS au niveau de la France afin d'adresser de nouveaux secteurs.

- Covid-19

Comme expliqué dans le paragraphe XII - « Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice », les événements récents liés à l'épidémie de Covid-19, bien que difficilement prévisibles, vont avoir des impacts économiques certains sur l'exercice 2020 mais ne remettent pas en cause la poursuite des activités de la Société sur cet exercice.

De tout ce que dessus, le présent rapport de gestion est signé par le Président.



Le Président

17

Rapport de gestion du Président sur l'exercice clos le 31/12/19